

Editorial

Autor(en): **Chambre de commerce suisse en France**

Objektyp: **Preface**

Zeitschrift: **Revue économique franco-suisse**

Band (Jahr): **39 (1959)**

Heft 1

PDF erstellt am: **23.07.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Editorial

C'est avec une intention bien précise que ce numéro s'ouvre par le rappel des déclarations de M. Petitpierre, Chef du Département Politique fédéral, prononcées à Berne, en décembre dernier devant le Conseil des Etats.

Depuis ce moment, pourtant, les événements se sont succédé à une cadence rapide, apportant en particulier dans le domaine des relations économiques franco-suisse les profondes modifications que l'on sait, et que nous avons analysées par ailleurs au moyen de circulaires spéciales.

Les décisions prises par la France, et en particulier la courageuse et dynamique mesure libérant à 90 % ses échanges commerciaux, ont été accueillies par nous avec une profonde satisfaction. L'Europe économique ne sera construite en toute solidité et sécurité que par les effets d'un libéralisme effectif. Qui craint de se soumettre aux lois de la confrontation internationale fausse le jeu de l'offre et de la demande, élément essentiel de la prospérité.

Or, la Suisse a éprouvé les bienfaits d'un commerce extérieur actif. Sa situation géographique et la pauvreté de son sol l'ont amenée à promouvoir des échanges assidus avec toutes les parties du globe. Les leçons qu'elle a retirées de la concurrence souvent impitoyable avec laquelle elle a dû se mesurer, l'ont conduite à se pencher avec une attention constante sur le problème de ses exportations. L'ouverture libre de ses frontières aux produits de toutes origines a eu un effet salutaire sur son marché intérieur par la pression sur les prix que cette liberté comporte.

Peut-on donc s'étonner que la Suisse demeure si fermement attachée au principe des relations multilatérales et à celui de la réciprocité? Alors que, comme tous les pays européens, elle a enregistré un accroissement général de ses échanges, grâce à une coopération jouant harmonieusement dans le cadre d'un organisme tel que l'O.E.C.E., peut-on imaginer que la Suisse puisse abandonner l'idée de ne plus bénéficier des droits qui en découlaient et de ne plus exercer les devoirs qui en résultaient?

Il faut donc ardemment souhaiter qu'un « modus vivendi » puisse être trouvé entre les exigences impérieuses de la politique et des besoins commerciaux helvétiques, et les conditions de la position-clé qui est celle de la France dans l'Europe en création.

Sans doute pour cela, un certain chemin reste à parcourir et les relations entre la France et la Suisse ces mois prochains, seront marquées par la confrontation de deux doctrines différentes.

La foi en l'Europe, cependant, est commune. Nous pouvons espérer que seront aussi communs la compréhension, le dynamisme et, pourquoi pas, l'audace.

Chambre de commerce suisse en France